



**La crise financière :
Plus de
120 débats tenus
ou programmés,
plus de 4000 participants**



**Débat à Lens avec
Yves Dimicoli**

Sommaire

- ✓ Le Centre de Peyrefitte est maintenupage 2
- ✓ Les collectivités locales victimes de la crise!page 3
- ✓ Retour sur une crise(I) L'étincelle des subprimes.....page 4/5
- ✓ La crise en débatpage 6/7

Au centre de rééducation de Peyrefitte (Pyrénées-Orientales) on a gagné !

Le Centre est maintenu et reconnu pôle d'excellence dans sa spécialité.

La lettre du RAPSE n°31 du 12 septembre 2007 annonçait :

« Contre la délocalisation d'un centre de santé, salariés et population dans l'action : depuis le début juillet (2007), les salariés du centre Bouffard-Vercelli, Centre de rééducation fonctionnelle du Cap Peyrefitte à Cerbère (Pyrénées-Orientales), soutenus par la population des communes de Cerbère et Banyuls sur Mer et du Canton de la Côte Vermeille, mènent l'action contre une décision de délocalisation du Centre prise par son Conseil d'Administration le 30 juin dernier ».

Après un an et demi de luttes, le collectif pour la défense du site de Peyrefitte a obtenu satisfaction : « **Le centre de rééducation est maintenu à Cerbère en se concentrant sur la neurologie lourde pour laquelle il constitue un pôle d'excellence incomparable** ». Telle est la déclaration faite publiquement le 17 octobre dernier dans les locaux du centre par le Dr Corvez, Directeur de l'ARH Languedoc-Roussillon. Un long travail de préparation mené par des groupes de travail rassemblant toutes les catégories de personnel, en très grande partie féminin, a permis d'atteindre un résultat qui garantit la poursuite des soins dans les meilleures conditions, compte tenu aussi bien de la qualité du plateau technique que des hautes compétences de l'ensemble des soignants. Il y a même eu des recrutements récents de personnel et il s'en annonce d'autres, au point que le Directeur de l'ARH a lancé un appel aux maires pour qu'ils assurent l'accueil de ces nouveaux venus dans les meilleures conditions.

N'oublions pas qu'il a fallu un an et demi de luttes, à la tête desquelles se trouvait un groupe d'aides-soignantes et d'infirmières particulièrement dynamiques, de rassemblements, de constitution de dossiers, d'interpellations diverses pour en arriver là. « *La pugnacité du collectif, la mobilisation de la population ont porté leurs fruits. Vous avez su vous ouvrir, mobiliser la population, externaliser la lutte, c'est toute la pédagogie de votre combat. Il est exemplaire et montre qu'en luttant on peut gagner* » a déclaré Nicolas Garcia, secrétaire fédéral du PCF et maire de la commune voisine d'Elne. Sa présence, avec les militants communistes du canton qui n'ont pas ménagé leurs efforts tout au long des luttes, a été chaleureusement accueillie : « Vous nous avez toujours soutenus », « Vous avez été présents dans toutes nos démarches » entendait-on ici et là.

A Peyrefitte, où les soins aux patients n'ont jamais pâti des longs mois de lutte, l'ambiance est redevenue sereine, les diverses catégories de personnel, assez fortement divisées au départ, ont mis toutes leurs ressources en commun pour atteindre ce haut niveau d'excellence qu'on leur reconnaît officiellement et qui permettra d'assurer, ainsi que l'affirme le Dr Corvez, directeur de l'ARH, « la pérennité de ce qui a été le fleuron de la neurologie française et qui doit le rester ». Une des conditions du maintien a été en effet de travailler d'arrache-pied pour faire rentrer le centre dans un premier cercle, celui du réseau des centres neurologiques lourds de la Région, et de l'étendre à un deuxième cercle, à l'international et au national, sur les spécialités qui sont les siennes et sur des domaines pointus où les personnels ont l'excellence et peuvent assurer des soins qui n'existent pas ailleurs. « C'est tout cela, conclut, chaudement approuvé, le Dr Corvez, que nous allons mener ensemble, et je crois qu'il s'agit de faire aussi bien que ce qui a été fait avant. C'est une autre époque certes, mais nous relevons le défi. »

LES COLLECTIVITÉS LOCALES VICTIMES DE LA CRISE

VOEU PRESENTE PAR LE GROUPE COMMUNISTE LORS DE LA SESSION DU CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE DU 20 OCTOBRE 2008

La crise financière que nous subissons est le fruit de vingt ans de domination des marchés financiers sur l'économie mondiale, au service de la rentabilité capitaliste. Une règle qui a exigé de faire main basse sur les finances et les politiques publiques, sur toutes les richesses possibles des territoires. Elle a aussi exigé de casser tous les remparts financiers publics, d'étouffer les collectivités locales identifiées comme un obstacle majeur. Le projet de loi de finances 2009 va encore plus loin dans cette casse.

C'est dans ce contexte qu'apparaît en pleine lumière la responsabilité des banques dans l'expansion catastrophique de la spéculation financière. Les collectivités locales empruntent pour répondre aux besoins des populations et non pour spéculer, et réalisent plus des deux tiers des investissements publics.

Depuis le début des années 2000, des produits sophistiqués (à risque) ont pénétré le marché du crédit local. Ils représentent aujourd'hui le quart des emprunts réalisés par les collectivités locales. Ces prêts alléchants au départ, s'avèrent extrêmement risqués et provoquent une fuite en avant par une très forte hausse de leur taux. Les emprunts sont devenus difficiles à obtenir, parfois impossibles pour les collectivités dont les finances sont étranglées.

La banque DEXIA finance la moitié des collectivités locales, ainsi que les hôpitaux et les offices HLM, et détient 42 % des parts de marché des produits sophistiqués, aussi, cela soulève des inquiétudes légitimes en France et dans notre région. Même si notre collectivité n'est pas concernée par ces crédits « toxiques », le risque est de voir des communes asphyxiées par des augmentations de taux d'intérêts et contraintes à augmenter les impôts locaux, renoncer à des projets utiles... Il en est de même pour les hôpitaux, déjà en déficit, pour la plupart, et pour les bailleurs sociaux : quelles répercussions sur les loyers, les constructions ?

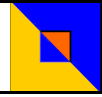
Ce ne sont pas les collectivités locales, ni les organismes publics qui ont mis la banque DEXIA dans le rouge, c'est son appétit pour la spéculation qui l'a amené au bord de la faillite ; l'Etat a donc injecté trois milliards d'euros pour la sauver et lui a apporté des garanties importantes

Aussi, si l'argent public (, faut-il le répéter, produit par le travail des salariés) sauve la banque DEXIA, nous devons exiger transparence et vérité sur les dérives et des contreparties.

Il est indispensable que les citoyens puissent exercer de nouveaux pouvoirs pour mobiliser les crédits au service d'objectifs ambitieux. C'est à cela que pourrait servir un pôle financier public, chargé d'un nouveau service public de l'épargne et du crédit, au service de l'emploi, de la formation et du développement des territoires. DEXIA aujourd'hui « nationalisé » pourrait s'inscrire dans ce pôle public.

C'est pour ces raisons que, le Conseil régional de Bourgogne, réuni le 20 octobre 2008 demande au gouvernement :

- d'exiger de DEXIA de ne pas répercuter ses pertes sur les collectivités locales, et organismes publics, et donc d'obtenir des garanties sur le maintien des taux d'intérêts et rompre la spirale des prêts risqués.
- d'agir pour empêcher DEXIA de continuer à spéculer
- d'organiser la participation de représentants des collectivités locales, des hôpitaux, des offices HLM, et des représentants des salariés de la Banque aux décisions de gestion de DEXIA.



Retour sur une crise(I) L'étincelle des subprimes

Denis Durand

Avoir les outils pour analyser les événements économiques qui se passent en ce moment et les réponses qu'on peut leur donner.

Deux parties : éléments d'analyse et la logique d'ensemble de nos propositions

On est vraiment dans une période de crise. On a connu, depuis 30 ans maintenant, le déferlement de réformes néolibérales sur l'ensemble de l'économie mondiale, y compris en France à partir de 1983. On avait un peu l'impression que ce système, s'il était féroce, injuste, carnassier, etc...malgré tout, il fonctionne.

Mais maintenant, on s'aperçoit que ce qui est en train de se passer depuis l'été 2007 et particulièrement la rentrée de 2008, est très violents.

Sur les cinq grandes banques de marché qui étaient des institutions des États-Unis et de l'économie mondiale, il y en a une qui est carrément en faillite c'est Lehman Brothers qui n'existe plus, il y en a trois qui ont été rachetés par des grosses banques généralistes, et il n'en reste plus qu'une Goldman Sachs. C'est vraiment une autre époque qui commence à Wall Street.

La plus grande compagnie d'assurances du monde : AIG a presque fait faillite et a été sauvé in extremis, et on voit des gouvernements comme le gouvernement américain le gouvernement anglais le gouvernement allemand qui ne sont pas spécialement socialistes se mettre à nationaliser des banques et des institutions financières. Il se passe vraiment quelque chose de très graves avec des conséquences qui commencent à se manifester. Les chiffres du chômage ont déjà commencé à remonter et c'est un petit aperçu de la profonde dégradation

économique qui est en train de se préparer avec des prévisions économiques toutes plus pessimistes les unes que les autres, en particulier pour la France et la zone euro.

Hier le FMI annonçait un recul de 05 % du produit intérieur brut annoncé pour l'année prochaine. Que va-t-il se passer à l'année prochaine ? En tout cas, il y a une situation très grave.

Le facteur déclenchant de la crise.

Quelles sont les origines de cette situation ? Tout le monde a entendu le roman des ménages américains qui jettent l'argent par les fenêtres, qui s'endettent, qui prennent les prêts déraisonnables pour acheter leur logement, qui font des hypothèques, qui rechargent leur hypothèque pour emprunter encore plus, qui se laissent embobiner par des banquiers peu scrupuleux et qui au bout d'un moment, n'arrivent plus à rembourser leurs échéances et dont on dit qu'ils sont à l'origine de la crise qui touche l'ensemble de la planète.

Je pense que cela est une histoire un peu romancée un peu simpliste par rapport à la réalité.

En fait que c'est-il passé ? Il y a eu un phénomène de spéculation sur le mètre carré aux États-Unis comme dans la plupart des autres pays du monde d'ailleurs. Mais les origines peuvent être tracées assez précisément dans la politique monétaire des États-Unis, c'est le résultat de toute une série



d'enchaînements antérieurs. Il y a eu effectivement des phénomènes de spéculation proprement dite.

C'est ce qu'on appelle la titrisation. C'est le terme désormais célèbre qui signifie que les banques font des prêts à des particuliers pour que les particuliers achètent leur maison. Cela représente au niveau de chaque prêt une somme qui n'est pas énorme pour les banques mais elles en font un paquet qui représente 10 ; 20 ; 100 ; ou 10 000 prêts dans une espèce de produits aménagés. Ce paquet de crédits immobiliers était représenté autrefois par un papier. Maintenant, c'est l'enregistrement électronique d'un titre, un titre de dettes. Et donc ils vendent le titre, le paquet de crédits, à un spéculateur professionnel. Mais pourquoi le spéculateur achète ce paquet de crédits ? Et bien parce que c'est un paquet qui peut rapporter puisque les gens qui se sont endettés vont payer des intérêts. Mais c'est aussi un risque parce que les gens qui se sont endettés risquent de ne pas pouvoir rembourser. La valeur de ce paquet peut donc évoluer dans le temps en fonction que les probabilités de faillite des emprunteurs sont plus ou moins grandes.

Donc si ça peut bouger dans le temps, si c'est un titre qui se négocie sur les marchés financiers, alors on peut spéculer, on peut faire un pari sur l'évolution future du paquet de titres, du paquet de crédits immobiliers.

C'est ce qu'ont fait ces organismes spécialistes dans la spéculation. Ils ont spéculé. Tant que le marché montait, tant que le prix du mètre carré montait, tant que les gens étaient en état de rembourser, tout allait bien, tout le monde gagnait de l'argent. Puis en 2006, les prix ont arrêté de monter. Ils ne baissaient pas encore mais du fait qu'ils ne montaient plus, bien des paris sur l'avenir ne se sont pas réalisés. Les spéculateurs qui avaient parié sur une

forte hausse du cours des crédits subprimes et des crédits de l'immobilier en général ont perdu leur pari. Ils se sont retournés vers leurs banques parce que ces spéculateurs sont des gens qui travaillent à crédits en empruntant aux banques, l'argent dont ils se servent. Ne pouvant pas faire face à leurs échéances, ils se sont donc adressés à nouveau vers leur banque pour réemprunter de l'argent. Si ces spéculateurs faisaient faillite, ils ne pouvaient rembourser leurs banques. Pour éviter que cela arrive, dans un premier temps, les banques ont continué à prêter aux spéculateurs.

Quand ça casse

Mais il arrive un moment où cela devient dangereux. Donc, le 7 août 2007, la BNP Paribas qui comme son nom ne l'indique pas, était engagée dans ces opérations immobilières, aux États-Unis a dit stop. Mon fond spéculatif est en difficulté, j'arrête toutes les opérations sur fond spéculatif.

Cela a été la panique générale. Dès lors qu'une banque avoue qu'elle était en difficulté, les autres auxquelles elle devait de l'argent ont craint de ne pas être payées. Et donc la Bank of America à qui la BNP doit de l'argent craint un problème, mais la Hong Kong Shanghai banque à qui la Bank of America doit de l'argent craint aussi les problèmes et de proche en proche tout le système financier occidental a été touché par la crise.

Pourquoi ce bref rappel des événements ? Surtout pour mettre en évidence que si tout ceci s'est produit, c'est parce que la petite crise particulière du crédit immobilier américain s'est produit dans un monde financier complètement intégré, complètement mondialisé, complètement dominé par les marchés financiers. De ce fait les banques sont impliquées dans tous les accidents qui arrivent sur les marchés financiers.

La crise en débat

Beaucoup de débats, beaucoup de participation et une grande envie d'apprendre, de comprendre la crise, d'agir.

Le lien avec le vécu, salaires, emplois, retraite, santé, logement ...le rôle des banques, du crédit, les pouvoirs à conquérir pour les salariés et les citoyens, la politique européenne et la responsabilité de la BCE, le traité de Lisbonne, le rôle du FMI, les solutions et les batailles à engager dès maintenant sans attendre des changements de majorité politiques, toutes les questions sont abordées.

Quelques commentaires à chaud :

Samedi 25 octobre en fin d'après midi, à la section communiste du XIII^{ème} arrondissement de Paris, 85 personnes (dont un bon tiers de non adhérents) ont participé à un débat public sur la crise financière avec Paul Boccara.

Pendant plus de deux heures seront abordées toutes les questions en attentes ; L'argent : le cœur du système capitalisme, la création monétaire, les banques centrales, le fonctionnement du crédit, celui des banques d'affaire et de dépôts, les critères de rentabilité financière et boursier, la spéculation et les bulles spéculatives, la propriété des moyens de production, le rôle prédateur du dollar US sur les économies du monde. Ces phénomènes sont complexes et difficiles voire opaques mais il faut faire l'effort de les comprendre et de les maîtriser, a lancé Paul Boccara .

Il a appelé la direction du PCF a reconstruire un secteur pour la formation des militants. Enfin, sera mis en avant la nécessité de la lutte aux côtés des salariés touchés par les conséquences dramatiques de cette crise sur l'emploi, et notamment pour les salariés du secteur bancaire.

Section d'Orsay Université 60 participants avec Frédéric Boccara: Beaucoup de questions générales sur la crise mais aussi en lien avec le rôle de la recherche qui ont permis d'aborder « services publics » et finances et le rôle de la recherche dans une nouvelle régulation basée sur le partage.

La proposition sur les Fonds Régionaux a été jugée motivante.

Le débat s'est poursuivi par une réunion avec des responsables de la section « Lieux de travail » sur le « comment faire ».

Gentilly réunion avec 20 participants: énorme exigence de formation des camarades et envie de faire une réunion publique. Le débat a porté aussi sur la possibilité de traiter les enjeux de budget municipal à partir de la motivation « crise financière ». (Dexia, étranglement des communes par les banques et les charges bancaires, mise en cause et interpellation publique des banques en regard de projets communaux).

La discussion a tourné en fond de réunion sur des thèmes : comment on intervient dans les entreprises de la ville (SANOFI) et le lien avec le congrès, les changements nécessaires dans le Parti, les responsabilités.

La demande de débats est toujours aussi forte. La liste qui suit ne tient pas compte évidemment des nombreux débats organisés avec des intervenants des régions. Compte tenu de l'ampleur de la demande, la commission économique a augmenté le nombre d'intervenants.

Pour organiser ces débats dans les meilleures conditions, merci de faire remonter vos demandes à Alain Morin : **amorin@pcf.fr**

-CRISE FINANCIERE!

LA COMMISSION ECONOMIQUE DU PCF AU SERVICE DES DEBATS

Avec Paul Boccara

21 oct Tours 150 participants
25 oct Paris 13e 90 participants
4 nov Clermont 200 participants
13 nov Maurepas 60 participants
18 nov Poitiers 200 participants
19 nov Lyon
13 nov Maurepas 60 participants

22 nov UEC Paris
03 dec St Valier

Avec Yves Dimicoli

21 oct Villejuif 105 participants
30 oct Bordeaux 110 participants
31 oct Mulhouse 40 participants
03 nov Perpignan 120 participants
04 nov Nimes 60 participants
06 nov Grigny 120 participants
07 nov Chevagne 110 participants
12 nov Perre Bénite 60 participants
13 nov Snecma Gennevilliers 50 participants
14 nov Lens 70 participants
15 nov Mantes 70 participants
17 nov Valenton 60 participants
18 nov Monceau les Mines 30 participants
20 nov Champigny 40 participants

20 nov Vitry sur Seine
25 nov Morlaix
26 nov Brest
27 nov Brive
01 dec Sartrouville
03 dec Privas
04 dec Toulon
05 nov Denain

Avec Frederic Boccara

13 oct GUE Paris 100 participants
14 oct Paris 11e 30 participants
24 oct Suresnes 25 participants
05 nov Gentilly 18 participants
07 nov Orsay 60 participants
18 nov La Défense
20 nov Romilly
27 nov La Défense
02 dec Orléans
4 déc Toulouse

Avec Pierre Ivorra

6 nov Bondy 20 participants
13 nov St Denis 70 participants
17 nov Choisy le Roi 60 participants

Avec Denis Durand

03 oct FD Yvelines 30 participants
06 oct Livry Gardan 5 participants
14 oct Noisy 40 participants
17 oct Lisses 91 12 participants
20 oct Paris 5e 13 participants
23 oct Romans 60 participants
25 oct JC Paris 40 participants
05 nov Vaucluse 40 participants
07 nov Eure et Loir 50 participants
08 nov Paris 19e 40 participants
13 nov Marseille 35 participants
14 nov Bobigny 12 participants
15 nov stage 40 participants
18 nov Torcy 50 participants

20 nov Mantes la Jolie

26 nov Maubeuge

Date à définir Arège

Date à définir Paris 2e

Avec Catherine Mills

25 oct JC Lycéens 40 participants
07 nov Agen 80 participants
10 nov Arcachon 15 participants
10 nov Santé 20 participants
12 nov Vierzon 200 participants
27 nov Espace Marx Nord

Avec Jean Marc Durand

06 nov Castres 40 participants
06 nov Gaillac 20 participants
13 nov Manosque 40 participants
St Auban 20 participants

Avec Alain Morin

13 oct Poitou Charente groupe communiste 8 participants
23 oct Clichy 15 participants
6 nov Tremblay 15 participants
12 nov Châtellerauld 50 participants
14 nov Melun 70 participants
19 nov St Pierre des C. 110 participants

Avec Laurend Gonon

24 oct Givors (1) 30 participants
07 nov Lagnieu 30 participants
08 nov Givors (2) 40 participants
13 nov Bourg 30 participants
21 nov Combrieu

Avec Yann Le Pollotec

16 oct Blanc Mesnil 120 participants
20 oct Villetaneuse 27 participants
21 oct Dugny 19 participants
7 nov Beauvais 80 participants

27 nov Villetaneuse

Avec Denis Recoquillon

14 oct JC94 60 participants
16 oct Ivry 30 participants
15 nov Chevilly, Thiais, La Haye
Les Roses... 60 participants
19 nov Créteil

22 nov Orly ville

Dec Villeneuve St Georges

Avec Fabien Maury

15 oct Bonneuil 60 participants
05 nov Boissy St Léger 25 participants
12 nov Marcoussis 30 participants

22 nov UEC Paris

Avec Sandrine Michel

24 oct Montpellier 150 participants

21 nov Carcassonne

26 nov Aude

Avec Pascal Borelly

22 nov Commune de Nanterre

Avec Alain Paker

15 nov Montargis 30 participants

Avec Joseph Rodriguez

7 nov La Ciotat 45 participants

Avec Nicolas Marchand

04 oct Terasson 45 participants

Avec Manu Blasco

26 nov Aude

3 déc Charente

Avec Gisèle Cailloux

22 nov Blanc Mesnil

Débats à finaliser

1. CG du 93 cellule agents
2. Béthune
3. Brétigny sur Orges
6. Mérygnac
7. Ecole Management de Lyon
8. CG93 <26nov, sur finances locales,
9. Fédé de l'Oise